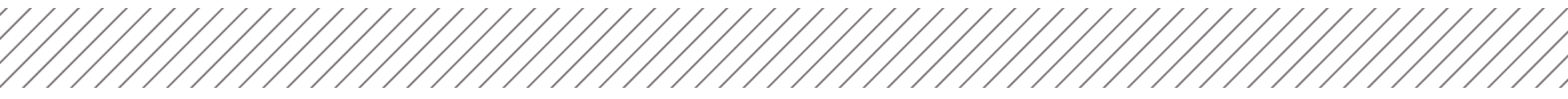


NOUVELLE FORMULE
10 pages

LES
inspirations

ÉCO

AFRIQUE



UNIMER **UNE STRATÉGIE** **BIEN EN BOÎTE**



ANALYSE DE LA SEMAINE

TIC. Le secteur réussit ses connexions subsahariennes **P. 22**

CAHIERS DE L'INTÉGRATION

IDE. L'attractivité du continent en 5 questions... **P. 24-25**

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Cameroun: une dynamique contrastée **P. 26**

L'INTERVIEW

Jean-Michel Sévérino, DG Investisseurs et Partenaires, ex-DG de l'AFD **P. 27**



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

Bring Back our Sovereignty

Il est toujours déconcertant d'observer le bal incessant des chefs d'États africains sur le parvis de l'Élysée à chaque fois que les choses tournent mal. Encore une fois, il aura fallu le Sommet de Paris de ce week-end pour que des pays africains – parmi lesquels figure la première puissance économique du continent – se décident à prendre le taureau du terrorisme et de l'insécurité par les cornes. Le plan de Paris propose ainsi une «*coordination du renseignement, l'échange d'informations, le pilotage central des moyens, la surveillance des frontières, une présence militaire autour du lac Tchad et une capacité d'intervention en cas de danger*». Les autorités nigérianes, en particulier, ont brillé par leur manque de réactivité face aux actions de terreur organisées dans le pays par l'organisation terroriste «Boko Haram», qui sévit également dans la région, depuis déjà plus d'une décennie. Les responsables du pays ont été pendant longtemps obnubilés par les chiffres de croissance du pays, n'accordant que très peu d'importance au combat contre le radicalisme. Ni l'Union africaine – qui a fini de prouver son inefficacité, ni la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, n'ont été à même de maîtriser ou d'anticiper la menace grandissante de cette structure terroriste. Il est grand temps que le continent pense sérieusement à recouvrer sa souveraineté politique et sécuritaire, s'il souhaite jouer le rôle qu'il ambitionne sur la scène internationale. Une bonne croissance économique ne règle pas tout...

IAM, synergies en marche entre Mauritel et Sotelma

L'opérateur historique mauritanien des télécoms, Mauritel, a annoncé samedi dernier avoir mis en location des capacités Internet au profit de l'opérateur malien Sotelma, toutes deux filiales du groupe Maroc Telecom. Selon le portail d'informations spécialisées Financialafric.com, citant des sources au sein du management de Mauritel, cette opération porte en effet sur «*la mise en location de capacités internet de 622 MBPS, extensibles à 1,2Gbps*». Ce partenariat «*entre dans le cadre de la stratégie de Mauritel visant à développer la compétitivité sous-régionale de la Mauritanie dans le nouveau créneau des technologies de l'information et de la communication, à savoir la location de capacités sécurisées pour les opérateurs de la CE-DEAO et du Maghreb, comme pays de transit de la bande passante*», reprend la même source.

La BAD appuie l'Angola

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé, en début de semaine dernière un important prêt de 1 MMUSD à l'État angolais. Ce montant est destiné à soutenir le financement d'un programme d'appui budgétaire pour le secteur de l'électricité : le programme d'appui à la réforme du secteur de l'électricité de l'Angola. Celui-ci a pour objectif général de promouvoir une croissance économique inclusive, en améliorant l'efficacité opérationnelle et la rentabilité de ce secteur et en renforçant les réformes en matière de gestion des finances publiques. Ledit programme d'appui à la réforme du secteur de l'électricité de l'Angola se décline en trois volets : Restructurer le secteur de l'énergie et en améliorer l'environnement réglementaire, encourager les investissements privés dans le secteur de l'énergie



Miriam Bensalah Chaqroun,
présidente de la CGEM.

La CGEM à Bamako

Le temps est à la capitalisation des acquis entre le Maroc et le Mali. Miriem Bensalah Chaqroun, présidente de la CGEM, a conduit, la semaine dernière, une soixante hommes d'affaires au 2^e Forum économique Maroc-Mali, à Bamako. Plusieurs tables rondes ont été organisées sur l'investissement, le climat des affaires, ainsi que des thématiques sectorielles (agroalimentaire, habitat, industrie, services et infrastructures). Des rencontres B-to-B étaient égale au menu pour offrir une plateforme d'échange et d'interaction entre opérateurs privés des deux pays. La signature de plusieurs contrats est annoncée pour les jours à venir.

et renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion des finances publiques.

Le FMI s'investit en RCA

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) vient d'approuver une assistance financière d'un montant de 12,9 MUSD en faveur de la République centrafricaine (RCA) à l'appui du programme d'urgence de redressement économique des autorités. Cette assistance financière du FMI aidera les autorités de transition de la RCA à mettre en œuvre un ensemble de politiques économiques et structurelles, ainsi que des mesures visant à rétablir progressivement la stabilité macroéconomique et à renforcer les capacités de l'État. L'approbation par le Conseil d'administration permettra aussi aux autorités d'ouvrir des discussions avec les partenaires de développement en vue d'obtenir un surcroît d'aide. La décision du Conseil d'ad-

ministration ouvre la voie au décaissement immédiat de la totalité du montant approuvé, qui est équivalent à 15% de la quote-part de la RCA au FMI.

RAM sur des «abstractions légitimes»

La compagnie nationale, partenaire officiel de la 11^e édition de la Biennale de l'art contemporain de Dakar (Dak'Art), organise dans le cadre de celle-ci une exposition baptisée : «Abstractions légitimes» dont le commissaire est Mostapha Romli. Cette exposition aura lieu du 9 mai au 8 juin à la Place du souvenir, sur la corniche dakaroise et devrait réunir 14 artistes d'origine marocaine et subsaharienne, qui présenteront des œuvres à partir de multiples formes d'expression. Celles-ci vont de la peinture à la sculpture, en passant par la photographie et l'art de la vidéo (Voir page 39).

AGENDA

Rencontres annuelles de la BAD (19 - 23 mai 2014)

Intitulé : «Les 50 années à venir : l'Afrique que nous voulons», ce thème sera donc celui des 49^e Assemblées annuelles de la BAD, qui correspondent également aux 40^e assemblées de son guichet concessionnel, le Fonds africain de développement (FAD). Ces rencontres annuelles, qui ont lieu à Kigali au Rwanda et durant lesquelles sont actées des décisions capitales pour le groupe, voient converger ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des 54 pays membres régionaux de la banque.

Colloque Coface risques pays (11 juin 2014)

Le groupe Coface, leader de l'assurance-crédit, organise la 2^e édition au Maroc du «Colloque Coface risques pays». Cet événement, qui se déroulera à Casablanca, s'adresse aux décideurs, dirigeants d'entreprises, crédit managers, aux responsables des risques et à tous les acteurs de l'économie qui ont à prendre des décisions au Maroc ou à l'international.





Unimer prévoit d'investir 230 MDH pour la réalisation d'une nouvelle unité industrielle à Nouadhibou.

Unimer

Une stratégie bien en boîte

● Avec les opérations réussies en Côte d'Ivoire et en Mauritanie, le groupe se positionne résolument à l'échelle continentale. Présent à l'export dans une dizaine de pays sur le continent, Unimer confirme son nouveau positionnement d'investisseur industriel.

Le groupe marocain se sent décidément à l'étroit dans sa boîte. Le spécialiste des conserves et semi-conserves poursuit son expansion industrielle à l'international, en l'occurrence dans les marchés du continent. La dernière opération en date est encore frétillante. Le groupe a annoncé en fin de semaine sa décision d'investir le marché mauritanien de transformation de produits pélagiques. Il s'agit en effet de 28 millions de dollars (environ 230 MDH) pour la réalisation d'une nouvelle unité industrielle à Nouadhibou. «Le projet

devrait être constitué d'installations de production, de transformation et de stockage d'une capacité de 100.000 tonnes de produits pélagiques parmi lesquelles des espèces n'ayant jamais été directement exploitées, telles que l'anchois et la sardine», selon un communiqué du groupe. Le site sera développé en pleine zone franche de Nouadhibou (ZFN), dans le cadre d'une convention signée par les responsables du groupe avec les autorités de la ZFN. Ce partenariat intervient à peine quelques mois après celui développé avec les autorités ivoi-

riennes par le même groupe. Il portait en effet sur la signature d'un mémorandum d'entente pour l'implantation d'un complexe de transformation et de valorisation de poisson pélagique du groupe Unimer en Côte d'Ivoire. Le projet devrait être développé sur le même modèle que celui de Nouadhibou, et devrait générer d'importantes opportunités d'emplois.

Opportunités

Le groupe consolide ainsi son positionnement sur le marché subsaharien en passant à une seconde vitesse de développement. Après

avoir réussi son positionnement de premier exportateur marocain du secteur, l'investissement est la nouvelle étape de ce développement. Toutefois, cela ne concerne, pour le moment, que les activités liées à la transformation des produits de la mer. Il faut savoir en effet que le groupe opère dans trois autres activités: les «sauces, condiments et boissons», les «fruits et légumes», ainsi que les «produits frais surgelés». Le groupe est aujourd'hui commercialement présent dans une dizaine de pays du continent, notamment la Guinée, le Nigeria, le Bénin, le Congo, l'Afrique du Sud et le Sénégal. Dans l'ensemble de ces pays, le groupe est face à d'importantes opportunités d'investissement. «Les gouvernements africains se sont rendus compte de l'importance de la transformation industrielle des ressources halieutiques et agricoles. Cela devrait permettre à des structures de l'envergure d'Unimer de multiplier les opérations d'investissements. «C'est le moment de faire le grand saut des expéditions à l'export aux investissements industriels délocalisés» dans le continent, nous explique un analyste du secteur. Ces politiques d'investissement sont, par ailleurs, favorisées par les États africains eux-mêmes. ●

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

ANALYSE DE LA SEMAINE

TIC

Le secteur réussit ses connexions subsahariennes

De 6,3 MDH en 2009, les investissements directs des entreprises marocaines du secteur dans les marchés subsahariens ont dépassé la barre des 26 MDH en 2012. L'évolution du secteur est fulgurante dans l'offre économique du royaume dans cette région du monde.

Quasiment inexistant dans l'histoire récente des investissements marocains en Afrique subsaharienne, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) est parmi ces nouveaux créneaux sur lesquels le Maroc veut se positionner en référence sur la scène continentale. Le secteur figure dans le top 10 des domaines les plus investis par le royaume en région subsaharienne, avec un cumul de plus de 26 MDH en 2012. Progressivement, les TICs se sont fait une place de choix dans l'offre économique et d'investissement du royaume sur les cinq dernières années. De 6,3 MDH en 2009, les investissements directs du Maroc opérés dans les marchés subsahariens portant sur ce secteur ont dépassé la barre des 20 MDH en 2011. Ces chiffres n'étaient encore que de 4,8 MDH, une année auparavant. Trois marchés africains concentrent à eux seuls une bonne partie de ces investissements. Il s'agit de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Burkina Faso, sous forme de titres de participation dans le capital de sociétés partenaires ou filiales, ainsi



que de crédits commerciaux apparentés. Sur le marché ivoirien, par exemple, le montant des investissements du secteur a atteint en 2012 près de 3 MDH opérés en titres de participation, ce dernier était déjà à 4,2 MDH en 2009, puis à 4,1 MDH en 2010.

Expansions

À l'instar d'IB Maroc, les enseignes du secteur partent pour la plupart d'une solide expertise locale avant de tenter l'aventure à l'export vers les économies subsahariennes. C'est le cas de GFI

Maroc, qui vient de finaliser son implantation sur le marché ivoirien via une prise de participation dans le capital d'un acteur local, après plusieurs années de consolidation de ses activités sur le marché marocain. La société marocaine Involys est aussi une des réussites marocaines sur le marché subsaharien des TICs. L'enseigne casablancaise spécialisée dans les systèmes d'information, vient aussi de marquer sa présence sur le marché gabonais en y lançant sa première filiale subsaharienne. Après avoir remporté

un important marché auprès de l'État gabonais - 5,4 millions d'euros pour la mise en place d'un système de gestion du patrimoine immobilier de l'État - l'opé-

Les acteurs de référence multiplient les investissements.

rateur marocain se sentait le besoin de s'installer sur ce marché pour y piloter l'expansion de ses activités. Plus récemment encore, en février dernier, un des acteurs majeurs du secteur, IB Maroc, annonçait une augmentation de capital au profit de sa filiale ivoirienne, à hauteur d'1 MUSD. Cet apport en numéraires permettra à IB Côte d'Ivoire d'assurer le développement de ses ventes en se dotant de moyens adaptés à ses ambitions. « Cette stratégie est motivée par les perspectives prometteuses de ce pays qui connaîtra en 2014 une croissance d'environ 10% », expliquaient les responsables de l'enseigne dans un communiqué de presse.

Un secteur à gros potentiels

L'expertise des entreprises marocaines leur permet de se positionner parmi les plus performantes au monde dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Cette renommée ajoutée à sa proximité et ses affinités avec les pays africains sont des facteurs très favorables pour que le Maroc puisse tisser des liens de coopération et de partenariat avec les pays africains dans ce domaine. Ces opportunités touchent aussi bien les services privés que les administrations publiques. Particulièrement dans ce domaine et afin de mieux approcher ces marchés, les entreprises marocaines doivent procéder avec beaucoup de persévérance pour arriver à concrétiser des projets. En plus de la concurrence féroce de la Chine sur tout le continent, l'entreprise marocaine doit faire face à la concurrence de l'Inde sur l'Afrique de l'Est, à la concurrence de l'Afrique du Sud sur les marchés de l'Afrique australe et à la concurrence européenne, notamment française sur les marchés de l'Afrique de l'Ouest et Centrale. Ceci est dû à l'offre internationale très large et au fait que la plupart des administrations (ministères, douanes) ou entreprises (banques, assurances) africaines sont en train de créer leurs systèmes d'information ou en train de les développer pour accompagner la révolution mondiale.

EN KIOSQUES

LES inspirations **ÉCO**

AUTO EXPO 2014

L'AUTOMOBILE SORT DE L'OMBRE



FOCUS SUR LE MARCHÉ | NOUVEAUTÉS 2014
FINANCEMENT, ASSURANCE, TENDANCES, TECHNOLOGIES

+ GUIDE D'ACHAT COMPLET

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : SAMIR CHAOUKI

HORS-SÉRIE - L'AUTOMOBILE SORT DE L'OMBRE - MAI 2014 - 25 DH

www.leseco.ma

CAHIERS DE L'INTÉGRATION

IDE

L'attractivité du continent en 5 questions...

● Le continent conserve une attractivité quasi-exclusive en investissements directs étrangers (IDE) dans une conjoncture mondiale caractérisée par une reprise encore incertaine. C'est en substance ce qui ressort du dernier rapport du cabinet d'audit international Ernst & Young portant sur la compétitivité et l'attractivité de l'Afrique aux yeux des investisseurs du monde. Si le continent séduit les détenteurs de capitaux, tout n'est pas homogène...

Le rapport indique que les investissements directs étrangers en Afrique subsaharienne sont en hausse de 4,7% sur l'année 2013, tandis qu'ils régressent en Afrique du Nord. Le cabinet rapporte des «différences notables» de tendances des IDE entre les économies d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. «Alors que les investissements ont diminué de près de 30% dans la partie septentrionale, les projets lancés en Afrique subsaharienne sont en progression de 4,7%, inversant ainsi la tendance négative constatée en 2012», révèle le document. En franchissant pour la première fois le seuil des 80%, la proportion de projets d'IDE à destination des pays de la région subsaharienne creuse encore davantage l'écart entre ces deux sous-régions.

Où investir ?

Dans le détail des pays les plus investis, justement, l'on a une vague

impression de déjà vu. La structure des destinations préférées par les investisseurs étrangers n'a guère évolué, même si quelques nouvelles zones commencent à prendre de l'importance pour venir nuancer toute tendance au statu quo. «Des mouvements notables ont été constatés parmi les 10 premiers pays bénéficiaires de projets d'investissements étrangers directs en 2013. Seuls l'Afrique du Sud et le Nigeria ont conservé leurs positions de premier et troisième du classement par rapport à 2012, avec respectivement 142 et 58 projets investis par des capitaux étrangers», indique-t-on dans le rapport. Tout n'est cependant pas positif. Le niveau des IDE observé est cependant en recul dans ces deux pays. Par ailleurs, des économies comme le Kenya (68 projets), le Ghana (58 projets) ou le Mozambique (33 projets) sont toutes en progression dans le classement. «La Zambie et l'Ouganda ont fait

leur entrée parmi les 10 premières positions en 2013 avec respectivement 25 et 21 projets, soit une augmentation de plus de 20%. À l'inverse, certains pays du Maghreb tels que le Maroc, la Tunisie (classée 8e en 2012), ainsi que l'Égypte reculent dans le classement», relèvent les experts du cabinet des «Big Four». Au terme de l'année 2013, les régions ouest et est-africaines sont pour «la première fois passées devant l'Afrique du Nord». Elles se positionnent dorénavant comme deuxième et troisième sous-régions «les plus attractives après la partie méridionale» selon le rapport d'Ernst & Young.

Qui investit ?

Face aux nombreuses opportunités à saisir sur le continent, les investisseurs étrangers rivalisent en ardeur aux portes de l'Afrique. Dans la course aux projets, le Royaume-Uni se positionnerait comme le premier investisseur en Afrique en 2014. Le pays compte

104 projets à son actif. Il détrône ainsi les États-Unis, relégués à la deuxième place avec 78 projets seulement, soit une baisse de 20% par rapport à l'an passé. «L'Afrique du Sud, troisième plus important investisseur, a réalisé 63 projets sur le reste du continent, soit une régression de 16% par rapport à l'an dernier, mais aussi un regain significatif par rapport à la période pré-crise, durant laquelle ce pays n'avait enregistré que 12 projets en moyenne», révèle le rapport du cabinet d'audit. «On note une reprise vigoureuse des projets d'investissements directs étrangers par les entreprises espagnoles et japonaises, respectivement en hausse de 52 et 77%», poursuit-on dans le même document. Quant aux flux intra-africains, ils ont aussi gagné en importance en 2014. «Les investisseurs africains ont ainsi presque triplé leur part dans les projets d'IDE au cours des dix dernières années, passant de 8% en 2003 à 22,8% en 2013. Cette croissance est alimentée par la nécessité d'améliorer les chaînes de valeur et de renforcer l'intégration au niveau régional», peut-on lire dans le rapport du cabinet international. Les auteurs du rapport pensent par ailleurs qu'un autre facteur de croissance est «la bonne connaissance du marché par les investisseurs africains, qui en perçoivent les opportunités et les défis».

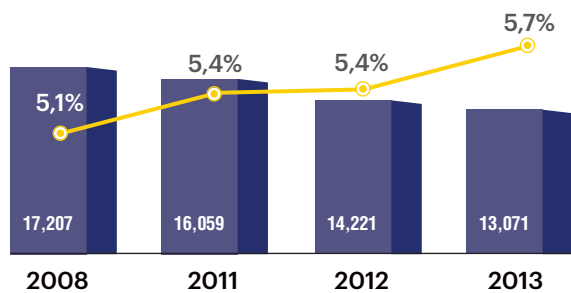
Dans quels secteurs ?

Les technologies, les médias et les télécommunications restent les trois premiers secteurs investis en Afrique en 2014, selon le rapport d'Ernst & Young, avec un total de 150 projets. Il sont suivis par les

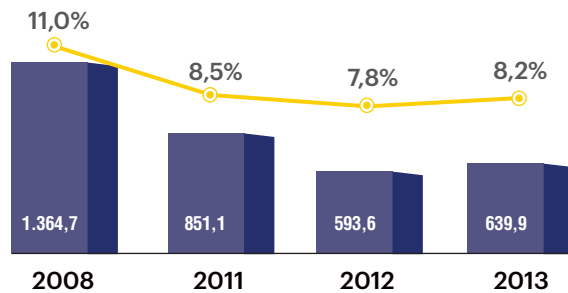
●●●
L'attractivité du continent par rapport aux autres régions du globe s'est considérablement renforcée au cours des dernières années.

IDE EN AFRIQUE ET CRÉATION D'EMPLOIS

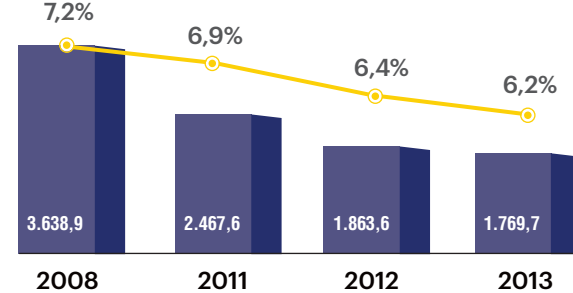
NOMBRE TOTAL DES PROJETS D'IDE (EN NOMBRE DE PROJETS)



VALEUR GLOBALE DES IDE (EN MM DE DOLLARS US)



TOTAL DES EMPLOIS GÉNÉRÉS PAR LES IDE (EN MILLIERS D'EMPLOIS)



■ Nombre de projets d'IDE dans le monde
■ Part de l'Afrique dans les IDE dans le monde

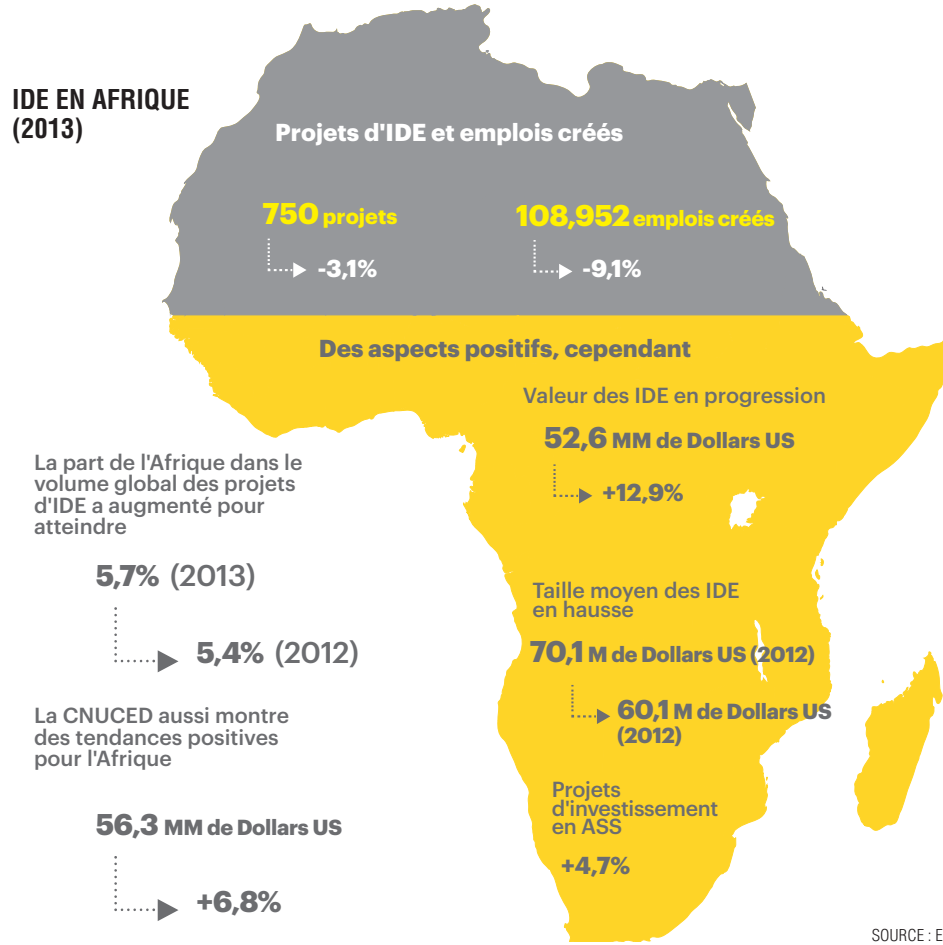
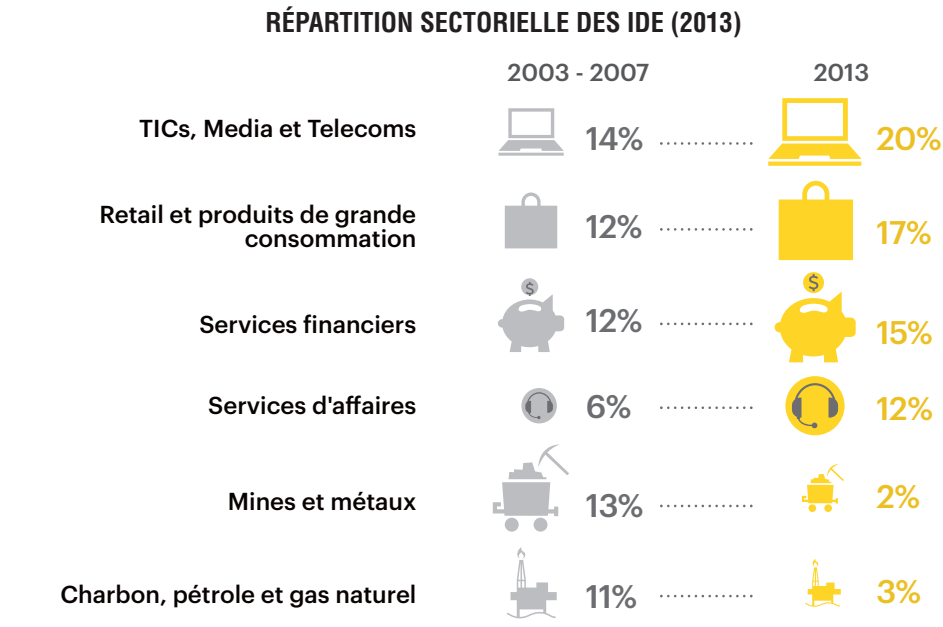
■ Montant des IDE dans le monde
■ Part de l'Afrique dans le montant global des IDE

■ Création d'emplois à partir des IDE dans le monde
■ Part de l'Afrique en emplois créés à partir des IDE

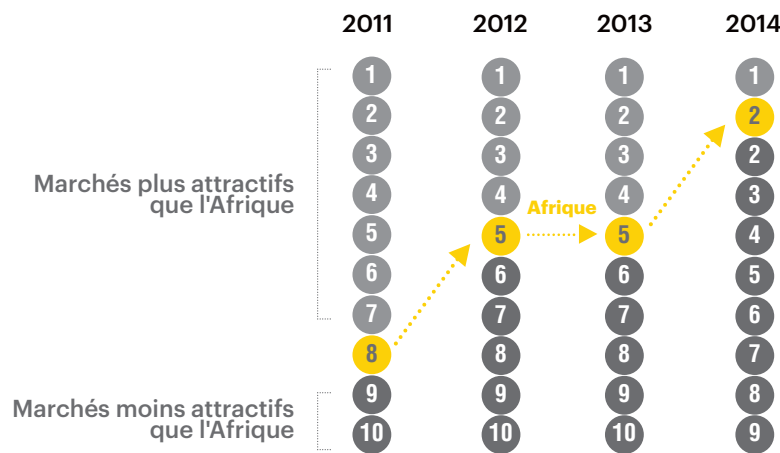
secteurs de la vente au détail et les biens de consommation (RCP) avec 131 projets, ainsi que les services financiers avec 112 projets. Ces derniers secteurs comptent pour plus de 50% du nombre total de projets recensés en 2013. En 2014, «le secteur RCP a pris le pas sur les services financiers pour devenir la deuxième activité la plus attrayante en Afrique. Les projets IDE dans l'immobilier, le tourisme et la construction ont réalisé un bond de 63%, faisant de ce secteur le cinquième plus attractif, soit trois places de mieux qu'en 2012», commentent les experts d'Ernst & Young. En revanche, «pour la toute première fois, le secteur des mines et métaux est sorti du classement des dix premières industries en 2013 en nombre de projets d'investissements étrangers directs», poursuivent-ils. En perspectives, les investisseurs étrangers misent sur trois principaux secteurs d'avenir: l'agriculture, l'industrie, ainsi que les mines et métaux. «De plus en plus, l'économie agricole est elle aussi perçue comme une industrie de croissance vitale, au même titre que les secteurs en contact avec les consommateurs, tels que les services financiers, les télécommunications et les biens de consommation», pensent les auteurs du rapport.

Quelles perceptions ?

Au même rythme que la croissance des investissements, le regard posé sur le continent est en nette amélioration. Selon les auteurs du rapport, l'attractivité du continent par rapport aux autres régions du globe s'est considérablement renforcée au cours des dernières années. «Le résultat global de l'étude montre que l'Afrique a progressé de l'avant-dernière position qu'elle occupait en 2011 pour devenir la deuxième destination la plus intéressante au monde pour les investissements, derrière l'Amérique du Nord», relève-t-on dans le document de l'organisme. «60% des personnes interrogées font état d'une amélioration de l'attractivité des investissements en Afrique l'an dernier, soit quatre points de plus par rapport à l'année précédente». Cependant, un important gap de perception persiste encore entre



ÉVOLUTION RELATIVE DE L'ATTRACTIVITÉ DU CONTINENT AFRICAIN



ceux qui opèrent déjà sur le continent et ceux qui n'y sont pas encore présents. «Pour la première fois, l'enquête de cette année montre que les entreprises disposant d'une présence continentale perçoivent l'Afrique comme la destination d'investissement la plus attrayante du monde», annoncent les experts du cabinet d'audit. Cela dit, l'on précise que, «par contraste, les nations qui n'ont aucune présence commerciale en Afrique considèrent encore ce continent comme la destination d'investissement mondiale la moins sûre». Il faut savoir que 73% des investisseurs interrogés, déjà établis dans le continent, pensent que «l'attractivité de l'Afrique s'est renforcée au cours de l'année passée», contre 39% parmi ceux qui n'y ont pas encore développé des affaires.

Les villes, de nouvelles cibles ?

Quelques centres urbains du continent s'illustrent en termes d'attractivité des investissements étrangers. «Près de 70% des personnes interrogées soulignent l'importance des villes et des centres urbains dans leur stratégie d'investissement en Afrique». En termes de perception, l'attractivité des villes est généralement en étroite corrélation avec celle des territoires nationaux dans lesquels ils se trouvent. «En Afrique subsaharienne, la moitié des sondés citent Johannesburg comme la ville la plus favorable à la conduite d'affaires, devant le Cap. Les villes de Nairobi (Kenya) et Lagos (Nigeria) sont respectivement classées troisième et quatrième villes les plus attractives du continent. «En Afrique du Nord, ce sont Casablanca, le Caire et Tunis qui sont perçues comme les trois villes les plus favorables à la réalisation d'opérations commerciales». Selon le rapport d'Ernst & Young, les investisseurs soulignent par ailleurs que pour attirer un maximum de capitaux, les villes doivent miser sur les facteurs essentiels suivants: les infrastructures (77%), la population de consommateurs (73%), le coût et la productivité de la main-d'œuvre locale (73%), ainsi que la présence d'une main-d'œuvre qualifiée (73%).

SOURCE : ERNST & YOUNG

SOURCE : ERNST & YOUNG

SOURCE : E&Y

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LE CAMEROUN (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/12	JAN. DÉC. 12	JAN. DÉC. 13	ÉVOL. 13/12
Importations	26384	86297	123010	57381	72,09%	57381	52219	-9%
Part dans les importations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	154401	212504	279257	313470	27,1%	313470	375301	19,72%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Solde	128017	126206	156247	256089	28,76%	256089	323082	26,16%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS
CAMEROUN**Taille**
21,9 millions de consommateurs potentiels**Monnaie**
franc CFA**PIB**
27,8 milliards de dollars**Croissance PIB**
4,6 en 2013, 4,89% en 2014 (prévisions)**Région économique**
Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)**Doing Business 2014 :**
168e mondial sur 189 pays (162e au DB 2013)

Cameroun, une dynamique contrastée

● L'économie maintient un rythme de croissance soutenu avec près de 5% en 2014. La relance du secteur des hydrocarbures et le renforcement des investissements publics portent principalement cette dynamique, en dépit d'un climat des affaires encore peu favorable.

Véritable vivier d'opportunités, l'économie camerounaise est sur une dynamique d'évolution plus que stable ces dernières années, notamment depuis la reprise de la production pétrolière en 2012. Pour l'année en cours, le taux de croissance du PIB camerounais devrait continuer à frôler les 5%, dépassant les 4,6% de 2013. Les investissements opérés dans le secteur des hydrocarbures ont en effet particulièrement contribué à booster la dynamique économique du pays, à travers «la mise en service de nouveaux puits ainsi que la mise en œuvre de nouvelles techniques d'extraction», observent les experts de Coface. Par ailleurs, l'or noir ne devrait pas être la seule source de richesses du pays. Le gouvernement camerounais est en train de mettre en œuvre un important

programme d'investissements publics. Barrages, centrales électriques, électrification rurale, alimentation en eau potable, stockage des produits pétroliers sont parmi les projets structurants concernés par ces investissements. L'économie camerounaise devrait également bénéficier des efforts des autorités locales pour rehausser la productivité et la com-

pétitivité agricoles. Le pays est en effet doté d'un important potentiel dans le secteur de l'agriculture avec le bois, le cacao, les fruits et la culture du caoutchouc et du coton. Le climat global des affaires reste cependant bien fragile, limitant les possibilités du secteur privé à contribuer à la création de richesses et d'emplois. «Le pays continue à pâtir du sous-investisse-

ment chronique de ces dernières années (notamment dans le secteur de l'électricité) et l'économie reste très exposée à la volatilité des cours mondiaux des matières premières, dont ceux du pétrole (49% des exportations, 29% des recettes budgétaires)», décrit-on auprès de Coface. De plus, la hausse de l'investissement se reflète dans celle des importations de biens d'équipement, mais la progression des exportations devrait freiner celle du déficit courant, qui devrait baisser légèrement au regard du PIB en 2014.

Risque pays, lutte interne pour le pouvoir



La principale incertitude politique porte sur la succession du président Paul Biya. Le Cameroun demeure l'un des pays politiquement les plus stables de la région. Le président Biya a été réélu, en octobre 2011, pour un mandat de sept ans, et son parti, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais, a largement remporté les élections municipales et législatives de septembre 2013. Bien que les causes d'insatisfaction soient nombreuses (population jeune et souvent au chômage, pauvreté endémique, fossé entre l'élite économique et la majorité de la population, insécurité, corruption), les capacités de mobilisation sociale semblent limitées. La principale incertitude porte sur la succession du chef de l'État (80 ans) dont le départ pourrait déclencher une lutte interne pour le pouvoir et remettre en cause l'équilibre interethnique. Le président du nouveau Sénat, devenu le deuxième personnage de l'État, pourrait toutefois faciliter la transition.

Retrouvez tous les jeudis
la nouvelle formule en 10 pages
de notre cahier

PME





JEAN-MICHEL SÉVÉRINO

DG Investisseurs et Partenaires, ex-DG de l'AFD

«Aujourd'hui, nous avons investi dans une soixantaine de PME africaines»

Les ÉCO : Vous croyez toujours en l'Aide publique au développement (APD) dans son rôle de soutien à la croissance en Afrique ?

Jean-Michel Severino : Oui, l'aide publique au développement va conserver un rôle très important, au cours des dix ou vingt prochaines années, dans la croissance économique du continent. D'abord, il reste encore un certain nombre de pays africains dans une situation extrêmement difficile qui vont continuer à bénéficier de l'aide de façon durable; même dans les pays aujourd'hui prospères, l'APD continuera à avoir un rôle très important. Elle continuera à accompagner les investissements dans les infrastructures, par exemple, et à contribuer à établir les grands cadres de la croissance à travers la construction de routes, de ports et aéroports et de grands barrages. Tous ces projets devraient être pris en charge par les investissements publics, dont une bonne partie proviendra de l'extérieur.

C'est ce que la Chine a réussi à faire en s'imposant sur le continent...

La Chine emploie certes une méthode un peu différente, mais celle-ci ne se distingue pas vraiment dans la nature des objets de ses interventions financières en Afrique, notamment dans le secteur des infrastructures. L'Union européenne, par exemple, a été et demeure le plus gros financeur du développement du transport routier dans le conti-

20 millions d'euros sont investis dans une vingtaine d'entreprises nouvelles.

nent. L'essentiel des kilomètres de routes qui ont été réalisés en Afrique subsaharienne l'ont été grâce à des financements européens. Je crois néanmoins que la Chine contribue de façon très importante à ces disponibilités

de capitaux en soutien au développement économique du continent. C'est un pays qui se place résolument en apporteur d'aide publique au développement classique.

La France, elle, semble décidée à récupérer ses parts de marché sur le continent...

Ce n'est pas uniquement un sur-saut d'orgueil, mais une nécessité absolue. Les grandes entreprises françaises doivent investir massivement sur le continent pour pouvoir bénéficier des opportunités offertes par la croissance économique. Elles ont commencé à le faire. On constate, à côté des acteurs historiques qui ont toujours fait la présence économique

française en Afrique, l'arrivée de nouveaux acteurs, notamment dans le secteur des biens de consommation, comme L'Oréal, Danone et de la grande distribution à l'image de Carrefour, et bien d'autres. Ces enseignes se-

ront de plus en plus présentes sur le continent à travers leurs investissements.

Le Maroc, dans ce sens, semble être une bonne passerelle vers le Sud du Sahara...?

Absolument, c'est une perspective industrielle réelle et très porteuse. Il y a déjà des entreprises qui ont adopté cette stratégie en développant des partenariats avec des acteurs marocains dans le but de porter leurs opérations sur le marché subsaharien. Je crois qu'à terme, nous allons assister à une accélération de ce phénomène. Le Maroc lui-même a des atouts très importants pour renforcer sa présence économique dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Investissements et Partenaires a lancé en 2012 un nouveau fonds destiné au continent. Où en est cette initiative?

Nous avons aujourd'hui investi dans une soixantaine de PME africaines. Une bonne partie d'entre elles est constituée de start-up. Je vous rappelle que notre objectif est justement de financer le développement de start-up prometteuses et de petites entreprises. Nous avons effectivement levé, il y a moins de deux ans, un nouveau véhicule financier d'un montant de 54 millions d'euros. Nous avons aujourd'hui investi plus de 20 millions d'euros dans une vingtaine d'entreprises nouvelles qui ont démarré leurs activités et sont sur des évolutions positives, et nous comptons continuer à investir à un rythme élevé.

Le private equity se propose-t-il en alternative au financement conventionnel?

Disons que c'est un complément parce que les petites entreprises africaines manquent cruellement de fonds propres et, souvent, l'accès aux fonds propres équivaut à l'endettement. De ce côté-là, ce n'est pas une alternative proprement dite à la banque, mais un moyen, pour une petite entreprise, d'entrer dans le système financier.

●●●
«L'aide publique au développement va conserver un rôle très important, au cours des dix ou vingt prochaines années, dans la croissance économique du continent».

Au service de l'Afrique qui avance

L'Afrique est riche. Riche de sa jeunesse et de son énergie. Riche de son ambition et de sa créativité. Nous croyons en cette richesse. Nous croyons en une Afrique entreprenante où l'initiative et l'innovation sont encouragées. Nous croyons en une Afrique solidaire où le dialogue et le partage d'expérience sont une source d'enrichissement mutuel. Nous croyons en une Afrique compétitive qui prenne la place qui lui revient dans le monde et dans l'avenir.

Groupe Attijariwafa bank. Au service de l'Afrique qui avance.



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank